

DES MILLIERS DE MÉNAGES POSTULANT AU LOGEMENT LSP EXCLUS

Un vide réglementaire à combler

Des milliers de ménages candidats à l'acquisition d'un logement social participatif (LSP) sont injustement exclus. Ils sont victimes d'un décalage réglementaire.

D'aucuns considèrent cette exclusion comme une aberration. En effet, l'arrêté interministériel (habitat et finances) du 13 septembre 2008 augmente l'aide de l'Etat aux ménages pour atteindre les 700 000 DA dont le coût du logement est estimé à 2 800 000 DA.

Ce même arrêté réévalue, par ailleurs, le seuil des revenus à 72 000 DA (6 fois le SNMG) pour pouvoir postuler à l'acquisition d'une propriété immobilière. Cette subvention pour l'accès au logement était (avant l'arrêté) modu-

lable entre 400 000 et 500 000 DA et versée directement au promoteur.

La valeur du logement était évaluée à 2 500 000 DA. Tandis que le seuil de revenus était fixée à 60 000 DA. Vient donc cet arrêté du 13 septembre qui a, certes, fait beaucoup d'heureux mais a laissé bon nombre de ménages sur la rade.

Et pour cause, certains ménages avaient déposé leur dossier auprès des promoteurs, qui n'ont pas été remis et étudiés par la Caisse nationale du logement (CNL), trésorière de l'Etat, avant la publication de l'arrêté cité plus haut.

Ces retards incombent généralement aux promoteurs et sont dus à la bureaucratie.

Entre-temps, ils ont bénéficié des augmentations salariales. Selon les conditions fixées par la réglementation en vigueur, ils ont dépassé le seuil convenu des revenus. Ils ont été donc exclus. Alors naît chez eux un sentiment de frustration.

En clair, imaginons deux cas de figure. Un ménage ayant un revenu de 60 000 DA postule pour cette formule en février 2008, mais pour des raisons diverses, son dossier n'a pas encore été agréé par la CNL.

Au moment de déposer le dossier demandé, il bénéficie d'une augmentation salariale.

Dès lors, ses revenus dépassent le seuil convenu mais sans atteindre les 72 000 DA.

Il est éliminé de la liste. Il ne pourra probablement même pas se réinscrire. Un second ménage se porte candidat après le 1^{er} avril 2008 et se voit accorder 700 000 dinars tout en ayant d'un revenu de 72 000 DA.

La colère du premier ménage est légitime. Cependant, les pouvoirs publics peuvent corriger cette aberration.

Effectivement, selon des informations recueillies auprès de la CNL, cette institution financière verra d'un bon œil le réexamen des dossiers de ces exclus sur la base d'un revenu plafonné à 72 000 DA.

La CNL préconise, par ailleurs, que le ménage postulant, mais exclu, soit attributaire d'une aide modulable (400 000 et 500 000 DA) et la valeur du logement sera arrêtée à 2 500 000 DA.

Le montant de l'apport initial est exorbitant
Un autre problème et pas des moindres se met au travers des familles qui se portent candidates à l'acquisition d'un logement social participatif.

En effet, les promoteurs exigent un apport initial de 1 000 000 DA.

Parfois plus pour une habitation d'un coût de 2 800 000 DA (F3). Cela représente plus de 35% du prix du logement à verser d'une seule traite.

Pour une partie de la classe moyenne à qui est destinée cette formule, l'investissement est lourd.

Au moment de faire face à cette échéance, des familles se désistent. L'augmentation de l'aide de l'Etat qui passe de 500 000 DA à une aide uniforme de 700 000 DA, cet allongement, par contre, profite beaucoup plus aux promoteurs.

Pour un logement évalué à 2 500 000 DA, l'aide de la CNL était de 500 000 DA. Le bénéficiaire investissait finalement 2 000 000 de dinars.

Actuellement, le coût du logement est de 2 800 000 DA pour une aide de 700 000DA. L'apport de l'acquéreur est de 2 100 000 DA.

Abachi L.

SIDI M'HAMED

(ALGER)

Accident mortel au siège de la daïra

Une personne a trouvé la mort hier à l'intérieur de l'annexe de la daïra de Sidi-M'hamed à Alger. Selon les informations recueillies sur place, il s'agit d'un homme d'un certain âge qui se trouvait au guichet réservé aux permis de conduire et qui s'est écroulé subitement.

Selon des citoyens présents, le défunt fut sérieusement blessé à la tête à la suite de sa chute.

Arrivés sur les lieux, les pompiers n'ont pu que constater le décès. Les services de police ont ouvert une enquête.

N. M.

DÉVELOPPEMENT DE LA PME

Le plan d'action sera présenté à la mi-2009

Le plan d'action pour le développement de la petite et moyenne entreprise est à l'étude et sera présenté lors d'assises nationales prévues à la mi-2009.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le ministre de la PME et de l'Artisanat, Mustapha Benbada, a indiqué hier à propos de ce plan dont les contours ont été esquissés fin 2008 et qui a été déjà soumis au Premier ministre.

Selon Mustapha Benbada, qui intervenait en marge de la présentation d'un portail communautaire, ce plan prévoit la mise en œuvre de 30 mesures couvrant neuf domaines d'activité et dont certaines, notamment en matière de financement, ont été déjà initiées.

Un «chantier ouvert», dira Mustapha Benbada, à propos de ce plan d'action visant la création à terme de 200 000 nouvelles PME et dont la mise en œuvre nécessitera certainement la coordination et la concertation entre tous les départements ministériels concernés.

Corollaire à ce plan, un programme national de mise à niveau a été lancé depuis 2007 sous la férule de

l'Agence nationale de développement de la PME (ANDPME) en tant qu'«outil opérationnel» de cette politique.

Cette agence a, selon son directeur général, Rachid Moussaoui, reçu jusque-là un millier de demandes d'adhésion d'entreprises au programme.

Pour le premier trimestre 2009, quelque 124 demandes d'adhésion ont été formulées, s'ajoutant aux 784 autres reçues à la fin 2008. Pour les PME éligibles, 536 actions ont été lancées notamment en termes de pré-diagnostic.

Le programme Meda II lancé dès mai 2009
De même, les PME vont bénéficier de l'apport du second programme euro-méditerranéen d'appui à la mise à niveau des entreprises (Meda II).
Selon Mustapha Benbada, ce programme sera lancé dès la fin

avril ou au plus tard début mai 2009 et se poursuivra durant trois ans.

Il reste cependant à finaliser les modalités d'assistance technique et de désignation du directeur de l'unité de gestion du programme.

Financé à hauteur de 40 millions d'euros par l'Union européenne outre 4 millions par la partie algérienne, ce programme cherche à accroître la compétitivité des PME à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC).

A ce propos, Mustapha Benbada a précisé que ce programme implique son département ministériel ainsi que le ministère de l'Industrie pour les questions liées à la normalisation (normes, qualité et certification) et le département de la

Poste et des technologies de l'information et la communication.

Pour promouvoir justement l'utilisation des TIC, le ministère de la PME et l'ANDPME, appuyés par l'expertise du consultant Ali Harbi notamment, ont mis en place un portail électronique communautaire.

Conçu comme une interface informative, interactive et évolutive dans son contenu, ce portail se veut au service du développement des PME et d'une meilleure visibilité de l'action de l'ANDPME.

A charge cependant, dira Mustapha Benbada, que les entreprises intéressées soient réactives à la disponibilité de l'Etat à les accompagner.

C. B.

ARTISANAT

Les assises nationales fin 2009

Les assises nationales de l'artisanat auront lieu avant la fin de l'année 2009, en octobre ou novembre, selon le ministre de tutelle, Mustapha Benbada.

C. B.

OFFICE PUBLIC DES VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES ET ESTIMATION

ETUDE MAÎTRE DJENANE ALI-NOURREDINE COMMISSAIRE-PRISEUR PRÈS LA MAHKAMA DE BATNA

32, rue H'mida Ben Chaâbane à Batna - Tél. : 033 85 25 95 / 07 93 13 14 59

AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETÉES

Le commissaire-priseur informe le public intéressé qu'une vente aux enchères aura lieu le dimanche 19/04/2009 à partir de 9h au Parc de la commune d'Aïn-Touta, des biens ci-après désignés :

N° du lot	Désignation du bien	Etat du bien
01	Pondeuse à parpaings sans marque avec moules, groupe électrogène Kubota, groupe électrogène Kama, lot de dix (10) batteries, lot de pièces de rechange, lot de pneus différentes dimensions.	Usagés
02	Moteur de Dumper Lombardini, pompe à eau Sakmo, deux (02) moteurs Acme et Honda, quatre (04) tronçonneuses (scies) sans lame, deux (02) pompes immergées SAER	Usagé
03	Lot de brouettes, citerne à carburant fixe 6 000 l, citerne à eau fixe 10 000 l	Usagé
04	Table vibrante avec moteur	Usagé
05	Bétonnière de chantier ENMTP	Usagé
06	Mini-tracteur avec remorque Goldoni C 233	Moyen
07	Compresseur à air sur roues type D24 ENMTP	Moyen
08	Véhicule particulier Peugeot 505 Imm. 05290.184.05 avec carte grise	Moyen
09	Camion à benne tasseuse Isuzu - Imm. 00223.288.05 avec carte grise	Usagé

Conditions de vente :

01 - Vente sans garantie

02 - Visite : 03 jours avant la date de la vente de 9h à 15h (sauf le vendredi et le samedi)

03 - Paiement : au comptant, l'adjudicataire supportera tous les droits et taxes selon les dispositions du décret 97/33

04 - Avances : 21 % sur le prix de vente, non remboursables en cas de désistement

05 - Soumission : sur feuille avec timbre fiscal de 20 DA, l'enveloppe devra comporter le numéro du lot et la date de la vente

06 - Délai de paiement et d'enlèvement : 8 jours après la date de la vente.

F 30430/B3

OMRA 2009

Agences de Voyages

« Numidia Travel Services » et « Evasions Voyages »

Vous proposez différentes formules y compris en VIP

Comportant une "OFFRE SPECIALE" au profit de Collectivités et Organismes Publics et Privés pour la campagne

Au départ de Constantine, Annaba, Alger et Oran

Pour de plus amples informations, réservations ou inscriptions.

Contactez-nous aux numéros suivants :

Agence NTS - Constantine 10311 641 371

Agence Evasions 10311 641 493

98, Av Krim Belkacem Telemiy - Alger 10311 948 973

10211 631 199, 10211 631 199 10311 641 493